**TOPO pour la journée diocésaine du 28 septembre 2019 à Sées.**

A la demande de votre évêque et de son vicaire général, j’ai lu les compte-rendus des 10 visites faites par votre évêque dans les territoires ruraux de l’Orne ainsi que les relectures qui en ont été faites. Mon approche a été pour une part d’ordre sociologique mais dans ce que j’ai relevé, cette approche a été orientée par deux présupposés :

\* relever ce qui me semble constituer un enjeu pour l’avancée du Royaume de Dieu et pour l’espérance dont il est porteur  ; enjeu qui constitue un défi pour la crédibilité de la Bonne Nouvelle du salut apporté par le Christ. Vous le savez les enjeux du Royaume de Dieu sont ceux qu’évoquait à sa manière le Concile Vatican II mais aussi tout l’enseignement social de l’Église : la dignité de la personne humaine, la construction de la communauté humaine (à laquelle Laudato Si a ajouté avec force l’unité de toute la création), l’activité humaine au service du Bien Commun. Bref un monde sous le signe de l’Amour de Dieu, de son œuvre créatrice et rédemptrice.

\* aborder les enjeux humains non de manière tansversale ou générale : économie, migration, éducation… mais dans leur ancrage terrritorial ; c’est d’ailleurs bien ainsi que diocèse et paroisses abordent et sont impliqués dans ces enjeux.

J’ai relevé 7 défis qui se posent pour une annonce de l’Évangile, Bonne Nouvelle pour les hommes et les femmes au coeur même des préoccupations quotidiennes et que je vous présente rapidement dans le laps de temps qui m’est imparti.

**1° défi : le développement et l’animation locale des territoires**

\* L’enjeu premier des territoires que nous habitons, c’est de favoriser un mouvement d’ensemble qui fait que chaque personne trouve sa place et participe à l’animation du territoire où il vit. C’est de développer ensemble les potentiels qui assurent une vie harmonieuse et épanouissante pour ceux qui y résident comme pour les autres qui l’habitent plus irrégulièrement.

Un territoire, c’est un espace où vivent des hommes et des femmes qui ont vocation à former une communauté humaine.

\* En ce sens je me réfère plutôt à ce que l’INSEE appelle un « bassin de vie ». Un bassin de vie qui peut être plus ou moins rural car il peut comprendre un bourg ou une petite ville. Un bassin de vie qui n’a jamais de frontière absolue car sa vie peut être liée à une métropole. En ce sens chaque bassin de vie ou territoire, même si son caractère rural (faible densité et importance de la nature) est dominant ne ressemble à aucun autre, chacun a ses spécificités : sa configuration géographique et ses liens à la structure urbaine, son histoire, sa population et ses potentiels de développement et d’animation.

\* Le développement d’un territoire est ce qui assure les ressources économiques nécessaires aux besoins de la population, une vie sociale harmonieuse entre les personnes de différentes catégories sociales qui l’habitent, une vie culturelle qui permet à tous d’épanouir leur esprit. Toutes les dimensions humaines doivent se trouver reconnues et promues.

\* Les élus ont a favoriser cela mais c’est l’activité de tous qui y contribue. Entreprises, associations, consommateurs, administration doivent pouvoir se concerter pour un vivre ensemble humanisant. Pour chaque territoire ce développement est différent mais il se construit ensemble.

Cela porte sur de multiples points concrets : créer et maintenir des emplois soit sur le mode marchand, soit sur le mode de l’économie sociale et solidaire ; faire vivre les équipements nécessaires à la vie au plan scolaire, médical, commercial,… ; promouvoir un habitat moderne et économe en énergie, permettre la mobilité de tous, assurer les formations locales quand c’est possible... Le plan culturel (arts, loisirs) a une grande importance et nécessite aussi des équipements.

\* Le territoire rural ne peut prétendre proposer tout ce qui fait notre vie moderne (comme l’université, l’hôpital,…) et doit donc penser sa relation complémentaire avec les villes et métropoles. Mais il possède ses propres atouts, ceux de la vie à la campagne (espace, paysages, air, nature, faune, flore, patrimoine, rythme de vie,..), souvent aujourd’hui à préserver, voire à reconstruire. L’Orne est un bon exemple de ce souci de mettre en valeur ses atouts.

\* Ce développement et cette animation sont dynamisés lorsqu’un maximum de citoyens sont rassemblés autour de projets d’ensemble appuyés sur le sentiment d’une identité et d’un destin commun. Il faut pour cela des lieux de rencontre et d’échange, des lieux de sociabilité.

**2° défi : la gérance des territoires par les collectivités publiques**.

\* La façon dont est conduit par les pouvoirs élus le devenir des territoires met en jeu une valeur précise qui est celle de la démocratie c’est à dire du droit de toute personne de participer à la définition et à la mise en œuvre des orientations qui définissent son cadre de vie en concertation avec ceux qui habitent le même territoire. Il y a là une question de dignité et de justice.

\* La mise en place des intercommunalités ou des nouvelles communes oblige à repenser la manière dont chaque citoyen est informé et peut donner son avis sur la mise en œuvre des différents biens communs qui permettent la vie des communautés locales. Quand je dis « biens communs », je veux dire : le scolaire, la culture, l’environnement, etc… Dans la pyramide des niveaux de compétence et de décision, une question importante est alors de définir le niveau pertinent pour décider des biens nécessaires à telle ou telle dimension de la vie des gens et de la façon dont ils sont réalisés.

\* Elle est aussi celle de l’équité entre les villages et le(s) bourg(s) qui maillent le territoire. Chaque communauté doit se sentir reconnue, si possible dans son utilité pour le bien de l’ensemble. Dans un monde aux interdépendances élargies que nous connaissons, grandir pour peser dans les décisions peut être nécessaire mais il faut aussi laisser fonctionner la subsidiarité : laisser les niveaux inférieurs réaliser ce qu’ils sont capables de faire.

Encore une fois ce sont des questions très concrètes qui se posent alors telles par exemple celle du circuit de ramassage scolaire, des heures d’ouverture de tel ou tel service, l’implantation de tel ou tel équipement, etc...

\* Un autre enjeu est celui de la compétence nécessaire aux élus pour assurer leur mission dans un monde de plus en plus complexe aux multiples inter-relations ; ils ont besoin de formation. Il y a aussi l’importance de concevoir cette mission exclusivement comme un service ; les luttes de pouvoir sont loin de ne reposer que sur les objectifs du vivre ensemble ; elles sont souvent des conflits de personne.

De même la vigilance doit aussi s’exercer quant à l’équilibre dans la conduite des affaires entre les élus à qui reviennent les décisions politiques et les techniciens et administratifs salariés.

L’une des difficultés est aussi d’échapper à la chape de plomb administrative qui peut paralyser l’initiative et la créativité. Certains y arrivent : importance d’un leader ou d’une bonne équipe soudée.

**3° défi : l’associatif**

\* Nous vivons dans une société où l’accroissement de l’autonomie individuelle conduit souvent à l’individualisme et transforme les gens non pas en citoyens mai en consommateurs. L’individualisme déstructure le vivre ensemble ; dans les visites pastorales la plainte a été souvent entendue. Redonner le sentiment d’appartenir à une communauté humaine vis-à-vis de laquelle on a une responsabilité est important.

\* Les associations, les fêtes, les manifestations créent les occasions de rencontres entre personnes d’âge et de condition sociale différents ; elles font naitre des relations amicales et de la fraternité ; elles font grandir la dimensions relationnelle de notre être. A coté du domaine public qui relève des pouvoirs politiques, à coté du domaine marchand, l’associatif joue un rôle irremplaçable pour la cohésion sociale.

\* Cela demande un renouvellement constant ; aujourd’hui la régularité et la permanence laissent place au ponctuel et à l’évènementiel ; nous sommes dans une société où tout bouge sans cesse. Cela demande à ceux qui sont les promoteurs de la vie associative parce qu’ils y croient, un effort constant de sensibilisation et de mobilisation. Il ont besoin d’être soutenus.

\* La promotion du bénévolat passe aussi par une éducation des jeunes à cette importance de l’engagement associatif. Je vais y revenir.

Associations de loisirs, associations sportives, associations culturelles, la densité d’associations est le signe d’un territoire où le vivre ensemble rend épanouissant le fait d’y habiter.

\* L’élan associatif vient aussi en aide au domaine économique au travers de l’économie sociale et solidaire.

 Il est aussi particulièrement important pour un certain nombre de difficultés de la vie qui ne sont pas prises en compte par des assurances et des aides publiques. Les mobilisations associatives sont le moyen de venir en aide à un certain nombre de pauvretés. L’attention aux besoins des gens est une nécessité du vivre ensemble et la provocation à se grouper pour trouver les moyens de répondre aux attentes.

**4° défi : l’agriculture.**

\* Aujourd’hui le monde agricole et toute notre société se trouvent dans la nécessité de penser et de mettre en œuvre un réorientation de son agriculture et de ses systèmes de production. Il y a une nouvelle donne demandant un équilibre renouvelé entre l’économique, le social et l’environnemental qui assure une alimentation saine pour tous et un respect de la nature et des éco-systèmes.

Sur la base de nouvelles connaissances et des urgences qui se manifestent, chacun est appelé de se resituer dans ses activités, notamment les agriculteurs. Bio, permaculture et circuits courts ont médiatiquement le vent en poupe ; à la base dans les faits, faire évoluer les modes de production est souvent complexe.

\* Bio, biodynamie, agriculture de conservation, haute valeur environnementale, la plupart des agriculteurs à la base tentent de trouver un chemin qui leur permettra de s’adapter aux nouvelles exigences d’un métier qui les passionne. J’en suis témoin dans mon propre département : chacun cherche et tâtonne. Selon les productions et les terroirs, les certitudes ne sont pas toujours au rendez-vous. Les agriculteurs ont surtout besoin d’être encouragés.

Un courant naissant, souvent parmi des jeunes, s’efforce de renouveler le métier d’agriculteur en mettant l’accent sur l’attention à la vie de la terre, au rythme de la nature et en s’efforçant d’unir l’acte de production et l’acte de consommation : AMAP, magasins, circuits courts... Les visites pastorales ont permis beaucoup de rencontres avec ce type de jeunes. Ils sont une stimulation au renouvellement. Mais il ne faut pas négliger que beaucoup d’agriculteurs engagés dans des systèmes apparemment plus classiques essayent aussi de modifier les pratiques anciennes.

\* Les agriculteurs s’investissent aussi dans des pratiques liées aux énergies renouvelables et les mettent en place dans un souci d’écologie. Nourriture, énergie, préservation de l’environnement et des éco-systèmes mobilisent la créativité.

\* Il faut noter que toutes ces recherches d’un nouvel équilibre entre la préservation de la nature et la rentabilité sous contrainte mondiale conduit à des temps de travail importants qui quelquefois mettent en difficulté l’équilibre familial et personnel. Le temps de travail de beaucoup d’agriculteurs n’est pas de 35h par semaine.

\* Il est surtout essentiel d’être conscient qu’un certain nombre se trouvent en difficulté et ont besoin de ne pas être laissés seuls pour trouver des solutions à ces difficultés. En effet le risque pour eux est celui de la honte, du repli sur soi, de la tentation du suicide. Etre à leur coté est le sens, parmi d’autres, de l’association « Solidarités paysans ».

\* Des choix politiques relèvent du plan national et européen et demandent des prises de position. Ces choix de politique agricole qui sont nécessaires et doivent orienter l’ensemble créent des oppositions dures entre agriculteurs et entre citoyens. C’est une question difficile que cet antagonisme qui se durcit sans cesse depuis quelque temps.

Je voudrais souligner qu’à la base, ce qui est de l’ordre du dialogue est aussi un moyen de progresser : dialogue entre agriculteurs pour trouver des chemins nouveaux de production, collaboration et complémentarité entre eux (CUMA,..) mais aussi dialogue entre agriculteurs et consommateurs pour permettre une compréhension mutuelle que les médias ne favorisent pas toujours.

**5° défi : l’écologie**

**\*** Le soin apporté à notre Maison commune interpelle déjà les agriculteurs et l’agriculture dont tout citoyen bénéficie, nous venons de le voir.

\* Mais c’est toute la société et toutes les activités humaines qui doivent se laisser interroger. Des personnes remettent en cause leur consommation et leur mode de vie dans un souci de préservation de la planète afin de ne pas épuiser ses ressources. C’est un effort qui ne pourra pas faiblir et que sans doute tous seront amenés à faire ...et que de plus en plus de gens font déjà. Vous le savez la question est de savoir si cela va assez vite.

\* Renvoyant au deuxième défi de la gouvernance des territoires, des collectivités locales, soucieuses d’écologie, organisent leurs équipements et leurs services pour limiter l’impact carbone. Des efforts sont faits dans le domaine de l’énergie et de la nourriture.

\* Le fond de la question relève de l’éducation. C’est plus simple quand il n’y a pas d’effort à faire mais c’est plus difficile quand cela demande des sacrifices. C’est un processus long qui demande de la patience pour aider à progresser et pour éviter la saturation des slogans qui peut conduire à la fermeture.

\* l’Église, avec l’encyclique Laudato Si, dispose d’un moyen remarquable pour participer à cet effort nécessaire de notre humanité.

**6° défi : les jeunes**

\* L’éducation des jeunes est une des préoccupations majeures de notre société. Ainsi les cursus scolaires et l’entrée dans la vie de travail sont normalement des soucis majeurs. Mais la formation humaine en est aussi un. Faire face aux tentations de la consommation sous toutes ses formes et les risques de l’addiction. Initier à l’importance de la solidarité et de la responsabilité. L’affaiblissement des mouvements de jeunes (même si scoutisme et pompiers bénévoles ont été mis en valeur dans les visites) est un réel problème pour assurer cette formation qui est nécessaire dans un monde devenu très complexe.

\* La collaboration nécessaire entre parents, enseignants, employeurs et responsables d’association pour créer une ambiance éducative a été évoquée dans les visites. Elle est à favoriser.

\* L’autre dimension que je voudrais souligner concerne les territoires les plus marqués par la ruralité : les territoires ruraux ont du mal à retenir les jeunes. Cela tien à la distance aux équipements et activités nécessaires à la scolarité des jeunes, à la distance aux lieux correspondant à leurs gouts culturels ainsi qu’à leurs emplois, notamment pour les plus diplômés. Pourtant dans le cadre de la mobilité actuelle, l’expérience montre qu’ils peuvent aimer revenir ou garder un point d’ancrage dans le lieu qui a marqué leur enfance et leur adolescence. C’est une question d’identité : je suis d’origine rurale. Ils ne sont pas insensibles aux valeurs qui marquent la ruralité même si la ville et ses avantages leur sont indispensables. Ils peuvent même y attirer des jeunes « urbains ».

\* Le travail des responsables pour réfléchir à l’adéquation locale entre emploi et formation est essentiel. De même l’attention aux possibilités d’installation dans le domaine agricole doit être soutenue et des mesures mises en place. Un territoire a besoin des jeunes ; c’est une nécessité pour la vie collective. Mais cela ne peut plus être sur le mode d’une reproduction de ce qui se faisait autrefois, sur le mode d’une sédentarité. Il y a nécessité d’une créativité.

**7° défi : les pauvretés**

\* Une premier type de pauvretés que je voudrais évoquer rejoint ce qui était le premier défi concernant la vie des territoires, ce sont les pauvretés structurelles qui sont liées à un développement insuffisant du territoire : manque d’emplois, globalement faible niveau scolaire et faibles revenus des habitants, insuffisance d’infrastructures de communication, manque d’équipements, vieillissement de la population.

\* Le second type de pauvretés sont celles des personnes et sont souvent liées aux fragilités précédentes. Il y a bien sûr ce qui peut être source de pauvreté en ville comme à la campagne : pas d’emploi, problème de santé, manque d’argent, problèmes familiaux, ignorance et faible niveau intellectuel. Pour les territoires ruraux s’ajoutent l’isolement, le manque de mobilité, la distance aux équipements. Parmi les pauvretés en rural les études montrent des agriculteurs en difficulté (jusque là souvent des petits exploitants mais aujourd’hui sont touchés d’autres plus établis), des salariés dont l’usine ferme ou est délocalisée (question de mobilité et de formation), des jeunes non qualifiés et quelquefois désocialisés, des personnes âgées (souvent des femmes veuves). Mais il y a aussi des « néo-ruraux » venus de villes dont ils sont expulsée pour cause de manque de revenu ou d’autres attirés par une vision idéaliste du rural…et n’ont pas mesuré ses contraintes.

Beaucoup de solidarités sont à créer et les associations ont un grand rôle à jouer pour combler les trous de l’organisation administrative et des politiques sociales.

Plus récent les familles mono-parentales (outre la faiblesse des moyens, l’éducation des enfants dont un seul parent s’occupe) et l’accueil des migrants (dépasser la peur, s’ouvrir à la diversité) sont des réalités importantes dans le panel des pauvretés.

**CONCLUSION**

Face à tous ces enjeux, que peut dire et faire l’Egllse, elle qui est chargé d’annoncer le salut en Jésus-Christ. Ce salut n’est pas intemporel ni seulement pour l’au-delà, il doit s’incarner dans les joies et les peines des hommes et des femmes aujourd’hui. L’Église, si elle est universelle, est aussi locale et implantée dans un territoire pour participer à la recherche des hommes vers plus de justice et d’amour.

Comme acteur social, l’Église a déjà une vie économique qui peut servir de modèle et de témoignage (cf les églises vertes) mais ce n’est pas aujourd’hui son principal moyen d’influence si on compare avec d’autres époques ; elle a perdu de son poids économique. Son influence est d’abord sociale et culturelle : sociale car elle a une capacité de rassemblement, de création de lien social qui doit se combiner avec tout ce qui favorise la cohésion et la construction de la communauté humaine. Comment est-elle source de fraternité et d’amour au coeur même des différences et des oppositions, et surtout des pauvretés ?

Mais son influence est aussi culturelle au niveau du sens, des valeurs, de la vision du monde qui habitent l’intelligence des hommes. Elle est une institution de symboles et de paroles qui peut influencer les mentalités dans le sens d’une conception de l’homme et des rapports humains, dans le sens d’une espérance de la victoire dans la lutte de l’humanité contre le mal et la mort. Mon expérience me montre que beaucoup apprécient ces temps proposés pour se situer ensemble au niveau des valeurs, du sens de l’homme et de la bonne nouvelle de l’Evangile… même si c’est toujours compliqué de prendre du temps dans une vie où les activités vous occupent de façon importante.